

Élections françaises

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1122

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tristounette soirée

Après les hymnes de Mai, les Ides de mars des socialistes français. Pourtant la droite a le triomphe modeste.

(ag) Comment la publication télévisée des résultats électoraux aurait-elle pu être émotionnelle, quand la campagne fut sans débat majeur ? Les Français (c'est leur manière de parler d'eux-mêmes à la troisième personne; ils ne disent pas le peuple français, comme nous le disons encore en distinguant le peuple et les cantons; même la gauche n'utilise plus la formule «le peuple de gauche»; et pourtant la Constitution de la V^e République se définit dans son principe de manière rousseauiste comme «le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple»), donc les Français par leur vote adressaient deux messages, comme on le dit en style commentateur: sanctionner les socialistes, mais ne rien bouleverser, sous réserve d'un traitement énergique du chômage. Le scrutin majoritaire a amplifié la sanction et les vainqueurs, le sachant, triomphaient sans triomphalisme. De surcroît, les vedettes politiques qui tournent sur le plateau de télévision reçoivent quelques recommandations préalables sur ce qu'il faut dire ou ne

pas dire. Ils se répètent donc. Pour une fois, la politique télévisuelle n'était pas du spectacle.

Changer la vie

Le socialisme français a fini de payer sa prétention rhétorique d'être plus qu'une sociale-démocratie. En arrivant au pouvoir, il avait pourtant choisi de confirmer l'arrimage à la Communauté européenne. Ce choix signifiait refus du protectionnisme et libre circulation des capitaux. Donc la vigueur économique. Dès lors les formules glorieuses «changer la vie» ou «rupture avec le capitalisme», utiles comme drapeaux pour ceux qui aiment être porte-drapeaux, se trouvaient contredites par l'idéologie libérale dominante de la Communauté européenne. Il fallut le dire dès 1983 et aujourd'hui les drapeaux sont en berne.

Même les mesures sociales, réformistes, prises rapidement pour créer l'irréversible (comme l'avait fait le Front populaire avec les «congrés payés») donc les 39 heures et la retraite à 60 ans, pesèrent lourd sur l'économie, sans qu'elles aient contribué à enrayer de manière significative le chômage.

Le bilan socialiste n'est pourtant pas, économiquement et nationalement, mauvais. Les Suisses ont appris à découvrir un franc français stable. La vitalité du pays se reconnaît dans l'aménagement des centres-villes, dans les constructions innovantes, dans des axes nouveaux de communication. Combien supérieure à l'Italie, que l'on voulait nous donner en exemple de «moins d'Etat» et qui ne se distingue plus par son inventivité. Même les nationalisations françaises n'ont pas été négatives. (Voir en encadré le jugement d'Elie Cohen.)

Ce que le socialisme français n'a pas réussi, c'est d'aller jusqu'au bout de la décentralisation amorcée par Gaston Defferre. Mitterrand y a vu le risque que se renforcent par région des bastions conservateurs. On a eu peur de toucher à des monuments proches du pouvoir socialiste comme l'éducation nationale, alors qu'elle pourrait être le lieu de la dynamique d'une décentralisation de la gauche.

En contraste, frappait le monarchisme présidentiel, ses grands chantiers prioritaires, tous dans la capitale, accentuant le renforcement excessif de la région parisienne; et comme le règne est long, les habitudes courtisanes.

Dans la marge de manœuvre étroite que lui laissait le libéralisme européen, le socialisme français s'est peu consacré aux domaines où il pouvait un peu, mais réellement, changer la vie, dans l'aménagement du territoire. On vit surtout les mises en scène gratuites des ministres successifs des villes et banlieues, l'absence de réponse à la désertification de vastes régions.

Et maintenant

Il n'est pas certain que la droite portée au pouvoir, qui se dit pourtant libérale, ait accepté avec la même conviction que la gauche socialiste (Chevènement mis à part) la logique européenne. Les risques de fracture sur ce sujet sont élevés. Chirac fut l'auteur de l'appel de Cochin et un de ses démons est de croire qu'il faut frapper un grand coup lorsque la grandeur de la France est en cause. Pour la grandeur de la France, il y a pourtant le Clémenceau, qui appa- reille chaque fois qu'il faut.

Pour de telles poses viriles, on pourra aussi compter sur ce Parlement qui reste «couillu»: 35 femmes sur 577 députés. Ce n'est pas encore les printemps de femmes, en France.

Quant à la politique économique, si l'on se refuse à augmenter la quote-part des prélèvements, si l'on ne veut pas toucher à la défense nationale, mais renforcer la sécurité, alléger les charges des entreprises, etc, qui paiera ? La marge de manœuvre est étroite, c'est une redite. La droite peut espérer les effets d'un programme de relance (bâti- ments), puis le retournement de la conjoncture. La politique, apprentissage de la modestie.

Quant au socialisme français, après la rupture avec sa rhétorique, s'il sait rompre aussi avec son jacobinisme favorisé par le régime présidentiel, il a encore devant lui un large champ d'action, critique et inventif. ■

Nationalisations

La nationalisation a été un échec idéologique et une réussite capitaliste. Dans le capitalisme sans capitaux à la française, la nationalisation a permis de socialiser les pertes et les coûts de la reconversion, elle a offert une protection anti-OPA efficace, elle a préservé la France des effets ravageurs de la spéculation et elle a même favorisé une stratégie audacieuse d'investissements français à l'étranger.

La privatisation est dans la logique de la modernisation capitaliste réussie par les socialistes. Elle s'impose car les groupes concurrentiels n'ont plus besoin de béquilles et que l'Etat est un très mauvais actionnaire par temps calme. Du reste, les engagements européens et la crise des finances publiques à venir ne nous laissent guère le choix.

Elie Cohen, dans une interview parue dans *Le Monde* le 23.02.1993.

Vacances

DP ne paraîtra pas pendant la période de Pâques. Le prochain numéro sortira donc le 22 avril. Nous souhaitons à tous nos lecteurs un beau début de printemps.